

Objet : Analyse du sondage Ifop/SIG du week end

1/ Un plan qui fait l'objet d'un accueil mitigé, mais d'un soutien encore solide dans la majorité et au centre.

- **les premières mesures annoncées à l'occasion du discours de politique générale** (baisse de charges pour les entreprises et les salariés modestes) **avaient été très bien accueillies** : trois quarts des Français pensaient qu'elles allaient « dans le bon sens » ; 56% les jugeaient « efficaces » pour relancer l'économie (chiffre élevé pour des questions testant l'efficacité, qui dépassent très rarement les 40%).
- **l'annonce du détail des 50 milliards d'économie est venu tempérer cette bienveillance, sans la briser** : 49% estiment que ces orientations vont dans le bon sens (26 points de moins - contre 48% dans le mauvais sens) ; et 41% (-15 points) qu'elles permettront de relancer l'économie et de diminuer les déficits.

Dans le détail :

- les mesures passent le moins bien auprès des catégories populaires (42% jugent que ces mesures vont dans le bon sens, 34% qu'elles seront efficaces).
- les plus âgés sont plutôt optimistes malgré les mesures qui les concernent directement (49% pensent qu'elles seront efficaces et 55% qu'elles vont dans le bon sens).
- les salariés du public ne sont globalement pas plus crispés que les autres, malgré le gel du point d'indice (45% pensent que l'ensemble des mesures va dans le bon sens, 41% qu'elles seront efficaces).
- à gauche, les trois quarts des sympathisants de la majorité pensent toujours que ces mesures vont dans le bon sens, contre 35% des sympathisants de la gauche radicale.

Les trois quarts des sympathisants PS, 52% des sympathisants EELV et 61% du socle électoral de Hollande (1^{er} tour présidentielle), pensent que ces mesures vont être efficaces.

- à droite, 69% des sympathisants UDI sont également satisfaits, ainsi que près de la moitié des sympathisants UMP.

En eux mêmes, ces résultats ne sont pas mauvais, si l'on tient compte de la dureté des mesures annoncées, comme le gel des prestations sociales.

- **dans le détail des principales mesures annoncées, les taux d'approbation restent globalement bons, à l'exception notable de la non-revalorisation des pensions de retraites.**
 - la baisse des charges payées par les salariés dont le salaire est légèrement supérieur au SMIC est approuvée par 67% des Français.
 - 63% approuvent la suppression des charges payées par les entreprises sur les salariés payés au SMIC.
 - **le gel des salaires des fonctionnaires jusqu'en 2017 est approuvé par 47%** (contre 53%). Seuls **32% des salariés du public** approuvent cette mesure, contre 54% de ceux du privé.

- **la non-revalorisation des prestations sociales est approuvée par 46%** (contre 53%). Si les catégories supérieures approuvent majoritairement (53%), **les catégories populaires sont en revanche nettement contre (à 57%)**.
 - **la non-revalorisation des pensions de retraites est approuvée par seulement 28%, contre 71%** (dont 38% « très défavorables »). Chez les plus de 65 ans, 71% désapprouvent cette mesure, soit un taux équivalent aux 35-64 ans que la perspective de l'entrée en retraite inquiète tout autant (74%). Même les plus jeunes (18-24) désapprouvent à 60%.
- **au sein des sympathisants de gauche, toutes ces mesures font l'objet d'une approbation relativement bonne.**

Le gel du salaire des fonctionnaires et de la non-revalorisation des prestations sociales recueillent 48% d'approbation au sein des sympathisants PS et EELV. La non-revalorisation des pensions de retraites est toutefois désapprouvée par 61% des sympathisants PS, et 75% des EELV.

Tous ces résultats viennent confirmer, en les précisant, les résultats du sondage BVA publié samedi matin concernant l'approbation des mesures d'économie annoncées.

2/ La nécessité de réduire la dette fait largement consensus, même si les Français doutent des efforts demandés.

- comme à chaque fois qu'ils sont interrogés sur ce point, **les Français ne croient pas** (à 71%, dont 39% « pas du tout ») **que la politique menée soit la seule possible pour redresser l'économie française** - sans que cela signifie que les alternatives disponibles répondent à leurs attentes.

C'est notamment le cas de la gauche, dont seulement 35% des sympathisants croient que c'est la seule voie possible (51% des sympathisants PS, mais seulement 26% des sympathisants EELV, soit moins qu'au centre - 32% au modém, et 36% à l'UDI).

- **les Français ont une conscience aigüe de l'enjeu de réduction de la dette publique** : 41% jugent que la réduction de la dette est un enjeu « tout à fait prioritaire », 41% « important mais pas prioritaire » (soit 82% au total qui estiment cette réduction importante), contre seulement 17% « secondaire ». A noter cependant que cet enjeu arrive loin derrière le chômage et le pouvoir d'achat dans les préoccupations générales.
- **mais ils doutent en revanche qu'il soit justifié de leur demander des efforts supplémentaires** pour relancer l'économie et diminuer les déficits, même si une très forte minorité l'accepte (43% - chiffre remarquablement élevé malgré toutes les augmentations d'impôts).

La propension à faire des efforts est en outre inégalement répartie :

- **les salariés du public**, pour lesquels le gel du point d'indice est devenu un symbole d'injustice, sont **5 points de moins que la moyenne** à trouver ces efforts justifiés.
- **les catégories populaires**, qui ont l'impression d'avoir été particulièrement mises à contribution, et sur lesquelles pèse l'incertitude économique constante, ne sont que **31% à trouver ces efforts justifiés** (contre 53% des catégories supérieures).

- **politiquement, le clivage s'établit entre partis de gouvernement** (56% de la majorité, 72% des sympathisants UDI et 49% des sympathisants UMP trouvent ces efforts justifiés) **et autres partis** (32% de la gauche radicale, 24% des sympathisants FN).
- l'orientation politique du gouvernement est **questionnée moins parce que son objectif** (réduction de la dette) **serait jugée illégitime, que par doute sur :**
 - **l'efficacité** des efforts demandés (les efforts demandés par le passé n'ont jamais semblé porter leurs fruits).
Ainsi, 29% seulement estiment que les efforts précis annoncés mercredi sont indispensables, 28% qu'ils ne le sont pas, mais surtout, 43% estiment ne pas disposer d'assez d'éléments pour juger si ce plan d'économie est indispensable ou non.
 - le fait qu'ils soient **équitablement répartis**.
Seulement 9% des Français estiment ces efforts « équitablement répartis », contre 57% qu'ils ne le sont pas. 34% ne savent pas, faute de disposer d'assez d'éléments.

3/ Eléments de conclusion

- ⇒ Globalement, le plan n'est **pas aussi mal accueilli par l'opinion qu'on eût pu le craindre**. Il y a toutefois un **enjeu important de communication**, pour expliquer à la fois :
 - le **contenu** du plan (en particulier valorisation des mesures les plus populaires) ;
 - en quoi les efforts sont **équitablement répartis** ;
 - aussi et surtout **en quoi « cet effort-là » est nécessaire et saura porter ses fruits**, quand tous les plans précédents ont échoué.
- ⇒ Pour donner le sentiment que ces efforts sont équitablement répartis, sans doute sera-t-il nécessaire de **replacer ce plan dans le contexte plus général** de la politique menée par le gouvernement, notamment en **rappelant les efforts demandés aux plus riches**, ou la manière dont le **secteur financier a pu être mis à contribution**.
- ⇒ **Les salariés du public, les catégories populaires, et les retraités constituent des cibles « prioritaires »** auprès desquelles cet exercice de pédagogie s'avèrera crucial.
- ⇒ **Les sympathisants du centre, qu'ils soient UDI ou Modem, soutiennent massivement ce plan** - indépendamment de leur volonté ou non de soutenir le gouvernement (comme l'a montré BVA, les sympathisants UDI souhaitent clairement s'inscrire dans l'opposition, ce qui n'est pas le cas de ceux du modem qui souhaitent que leurs cadres soutiennent le gouvernement)/.